



Doss. 230167

CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles sera adjugé en l'audience des saisies immobilières du **Tribunal Judiciaire d'ALES** séant dite ville au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences au plus offrant et dernier enchérisseur, en **UN SEUL LOT**, l'immeuble ci-après désigné :

➤ **Commune de MAURESSARGUES (Gard) - 171 Chemin de CARENEAU :**

Une maison d'habitation en R+1, édictée sur une parcelle cadastrée SECTION A n° 309, d'une contenance de 0 ha 17 a 01 ca.

SCPA rd avocats & associés
16 rue des Greffes 30000 Nîmes
Tél : 04.66.36.08.46 - Fax : 04.66.36.66.90

N

SAISIE AUX REQUETES POURSUITES ET DILIGENCES DE

➤ **CREDIT LOGEMENT**, Société anonyme au capital de 1 259 850 270,00 € immatriculée au RCS de PARIS sous le n° 302493275, dont le siège social est 50 Boulevard Sébastopol 75155 PARIS CEDEX, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège.

Elisant domicile au Cabinet de **Maître Marion BAILLET-GARBOUGE**, Avocat au Barreau d'ALES, dont le siège est sis 21 boulevard Victor HUGO - 30 100 ALES, lequel constitué et continue d'occuper sur les présentes poursuites et leurs suites,
Avocat Postulant

Et en le Cabinet de **Maître Gabriel CHAMPION**, membre de la **SCPA RD AVOCATS & ASSOCIES**, avocat à la Cour d'appel de NIMES, y demeurant 16 rue des Greffes - 30 000 NIMES,
Avocat Plaidant.

SUR LA TETE ET A L'ENCONTRE DE

1/ Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques et du département de l'Hérault, Pôle de Gestion des Patrimoines Privés (GPP), dont le siège est sis 334 Allée Henri II de Montmorency 34954 MONTPELLIER CEDEX 02, agissant par son représentant en exercice domicilié en cette qualité audit siège, **en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu**

à ce effet suivant ordonnance rendue par le Président du Tribunal Grande Instance d'ALES en date du 20 novembre 2013 rectifiée par une ordonnance du 16 septembre 2015.

2/ Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques des Alpes Maritimes, Services du Domaine, Pôle de Gestion des Patrimoines Privés de NICE dont le siège est 15 bis rue Delille 06000 NICE, agissant par son représentant en exercice domicilié en cette qualité audit siège, **en sa qualité de curateur à la succession vacante de**

ordonnance rendue par le Président du Tribunal Grande Instance de GRASSE en date du 14 décembre 2015.

EN VERTU DE

- un jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance d'ALES le 15 décembre 2010, confirmé par un arrêt rendu par la Cour d'Appel de NIMES le 10 juillet 2014 signifié le 7 août 2014 suivant exploit de la SCP BAUDIA AYNE GUILLEMAIN DURROUX LACON SCHUYTEN, huissiers de justice à Montpellier (Hérault), définitif.
- une inscription d'hypothèque judiciaire définitive (se substituant à une inscription d'hypothèque judiciaire provisoire publiée le 5 janvier 2010, Vol. 2010 V n°4) publiée au Service de la publicité foncière d'ALES (Gard), le 3 septembre 2014, Vol. 2014 V n° 1194,
- un commandement de payer valant saisie, notifié suivant acte de la SCP LE DOUCEN - CANDON & ASSOCIES, Commissaires de Justice associés à MONTPELLIER (Hérault), en date du 22 mars 2024, publié au Service de la publicité foncière NIMES (Gard), le 13 mai 2024, Vol. 2024 S n° 54,
- un commandement de payer valant saisie, notifié suivant acte de la SCP ZONINO - ZONINO - TESSIER, Huissiers de Justice associés à SAINT-LAURENT-DU-VAR (Alpes-Maritimes), en date du 22 mars 2024, publié au Service de la publicité foncière NIMES (Gard), le 13 mai 2024, Vol. 2024 S n° 55,

D'avoir à payer :

La somme totale de 286 906,68 € outre intérêts au taux légal majoré en vigueur (soit depuis le 1^{er} janvier 2024 un taux de 10,07 % et depuis le 1^{er} juillet 2024 un taux de 9,92 %) sur la somme de 172 414,15 €, à compter du 22 mars 2024, et jusqu'au parfait paiement, se décomposant comme suit :

	Date valeur	Montant	Principal	Intérêts	Accessoires
Principal selon jugement	21/07/2009	172.414,15	172.414,15		
REPORT	21/07/2009	172.414,15	172.414,15		
Intérêt 3.79 % sur 172 414,15 du 21/07/09 au 24/11/09 soit 127 jours	24/11/2009			2.273,65	
Frais de procédure	25/11/2009	1.800,00			1.800,00
REPORT	25/11/2009	176.487,80	172.414,15	2.273,65	1.800,00
Intérêt 3.79 % sur 172 414,15 du 25/11/09 au 31/12/09 soit 37 jours	31/12/2009			662,40	
REPORT	01/01/2010	177.150,20	172.414,15	2.936,05	1.800,00
Intérêt 0.65 % sur 172 414,15 du 01/01/10 au 31/12/10 soit 365 jours	31/12/2010			1.120,69	
REPORT	01/01/2011	178.270,89	172.414,15	4.056,74	1.800,00
Intérêt 0.38 % sur 172 414,15 du 01/01/11 au 30/03/11 soit 89 jours	30/03/2011			159,75	
Frais de procédure	31/03/2011	956,80			956,80
REPORT	31/03/2011	179.287,44	172.414,15	4.216,49	2.756,80
Intérêt 0.38 % sur 172 414,15 du 31/03/11 au 31/12/11 soit 276 jours	31/12/2011			495,42	
REPORT	01/01/2012	179.882,86	172.414,15	4.711,91	2.756,80
Intérêt 0.71 % sur 172 414,15 du 01/01/12 au 31/12/12 soit 366 jours	31/12/2012			1.227,49	
REPORT	01/01/2013	181.110,35	172.414,15	5.939,40	2.756,80
Intérêt 0.04 % sur 172 414,15 du 01/01/13 au 06/10/14 soit 644 jours	06/10/2014			121,68	
REPORT	07/10/2014	181.232,03	172.414,15	6.061,08	2.756,80
Intérêt 5.04 % sur 172 414,15 du 07/10/14 au 31/12/14 soit 86 jours	31/12/2014			2.047,43	
REPORT	01/01/2015	183.279,46	172.414,15	8.108,51	2.756,80
Intérêt 5.93 % sur 172 414,15 du 01/01/15 au 20/01/15 soit 20 jours	20/01/2015			560,23	
Frais de procédure	21/01/2015	3.259,44			3.259,44
Frais de procédure	21/01/2015	2.212,40			2.212,40
REPORT	21/01/2015	189.311,53	172.414,15	8.668,74	8.228,64
Intérêt 5.93 % sur 172 414,15 du 21/01/15 au 12/03/15 soit 51 jours	12/03/2015			1.428,58	
Frais de procédure	13/03/2015	2.089,15			2.089,15

REPORT	13/03/2015	192.829,26	172.414,15	10.097,32	10.317,79
Intérêt 5.93 % sur 172 414,15 du 13/03/15 au 08/04/15 soit 27 jours	08/04/2015			756,31	
ANNUL Frais Répét. non Exo.	09/04/2015	-3.259,44			-3.259,44
ANNUL Frais Répét. exo.	09/04/2015	-2.212,40			-2.212,40
REPORT	09/04/2015	188.113,73	172.414,15	10.853,63	4.845,95
Intérêt 5.93 % sur 172 414,15 du 09/04/15 au 17/06/15 soit 70 jours	17/06/2015			1.960,80	
Frais de procédure	18/06/2015	3.259,44			3.259,44
Frais de procédure	18/06/2015	2.212,40			2.212,40
REPORT	18/06/2015	195.546,37	172.414,15	12.814,43	10.317,79
Intérêt 5.93 % sur 172 414,15 du 18/06/15 au 30/06/15 soit 13 jours	30/06/2015			364,15	
REPORT	01/07/2015	195.910,52	172.414,15	13.178,58	10.317,79
Intérêt 5.99 % sur 172 414,15 du 01/07/15 au 31/12/15 soit 184 jours	31/12/2015			5.206,25	
REPORT	01/01/2016	201.116,77	172.414,15	16.384,83	10.317,79
Intérêt 6.01 % sur 172 414,15 du 01/01/16 au 30/06/16 soit 182 jours	30/06/2016			5.166,85	
REPORT	01/07/2016	206.283,62	172.414,15	23.551,68	10.317,79
Intérêt 5.93 % sur 172 414,15 du 01/07/16 au 31/12/16 soit 184 jours	31/12/2016			5.154,10	
REPORT	01/01/2017	211.437,72	172.414,15	28.705,78	10.317,79
Intérêt 5.9 % sur 172 414,15 du 01/01/17 au 31/12/17 soit 365 jours	31/12/2017			10.172,43	
REPORT	01/01/2018	221.610,15	172.414,15	38.878,21	10.317,79
Intérêt 5.89 % sur 172 414,15 du 01/01/18 au 30/06/18 soit 181 jours	30/06/2018			5.035,86	
REPORT	01/07/2018	226.646,01	172.414,15	43.914,07	10.317,79
Intérêt 5.88 % sur 172 414,15 du 01/07/18 au 31/12/18 soit 184 jours	31/12/2018			5.110,64	
REPORT	01/01/2019	231.756,65	172.414,15	49.024,71	10.317,79
Intérêt 5.86 % sur 172 414,15 du 01/01/19 au 30/06/19 soit 181 jours	30/06/2019			5.010,21	
REPORT	01/07/2019	236.766,86	172.414,15	54.034,92	10.317,79
Intérêt 5.87 % sur 172 414,15 du 01/07/19 au 11/03/20 soit 255 jours	11/03/2020			7.070,63	
REPORT	12/03/2020	243.837,49	172.414,15	61.105,55	10.317,79
Intérêt 5.87 % sur 172 414,15 du 24/06/20 au 30/06/20 soit 7 jours	30/06/2020			194,10	
REPORT	01/07/2020	244.031,59	172.414,15	61.299,65	10.317,79
Intérêt 5.84 % sur 172 414,15 du 01/07/20 au 31/12/20 soit 184 jours	31/12/2020			5.075,87	
REPORT	01/01/2021	249.107,46	172.414,15	66.375,52	10.317,79
Intérêt 5.79 % sur 172 414,15 du 01/01/21 au 30/06/21 soit 181 jours	30/06/2021			4.950,36	
REPORT	01/07/2021	254.057,82	172.414,15	71.325,88	10.317,79
Intérêt 5.76 % sur 172 414,15 du 01/07/21 au 31/12/21 soit 184 jours	31/12/2021			5.006,34	
REPORT	01/01/2022	259.064,16	172.414,15	76.332,22	10.317,79
Intérêt 5.76 % sur 172 414,15 du 01/01/22 au 30/06/22 soit 181 jours	30/06/2022			4.924,71	

REPORT	01/07/2022	263.988,87	172.414,15	81.256,93	10.317,79
Intérêt 5,77 % sur 172 414,15 du 01/07/22 au 31/12/22 soit 184 jours	31/12/2022			5.015,03	
REPORT	01/01/2023	269.003,90	172.414,15	86.271,96	10.317,79
Intérêt 7,06 % sur 172 414,15 du 01/01/23 au 30/06/23 soit 181 jours	30/06/2023			6.036,20	
REPORT	01/07/2023	275.040,10	172.414,15	92.308,16	10.317,79
Intérêt 9,22 % sur 172 414,15 du 01/07/23 au 31/12/23 soit 184 jours	31/12/2023			8.013,62	
REPORT	01/01/2024	283.053,72	172.414,15	100.321,78	10.317,79
Intérêt 10,07 % sur 172 414,15 du 01/01/24 au 21/03/24 soit 81 jours	21/03/2024			3.852,96	
REPORT					
TOTAL		286.906,68	172.414,15	104.174,74	10.317,79

TOTAL AU 22 MARS 2024 (SAUF MEMOIRE) 286 906,68 €

- **Outre intérêts postérieurs**, pour mémoire, étant précisé pour satisfaire aux dispositions de l'article R321-3 du code des procédures civiles d'exécution que le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal majoré en vigueur (soit depuis le 1^{er} janvier 2024 un taux de 10,07% et depuis le 1^{er} juillet 2024 un taux de 9,92 %) sur la somme de 172 414,15€.

Ces commandements qui contenaient les copies et énonciations prescrites par l'article R. 321-3 du Code des procédures civiles d'exécution ont été compris dans l'état déposé Service de la Publicité Foncière de NIMES (Gard), le 13/05/2024, joint au présent.

DESCRIPTION DES BIENS

Telle qu'elle figure dans le procès-verbal descriptif, en date du **15 mai 2024**, établi par la SCP MOMBELLET, Commissaire de Justice associé à NIMES (Gard), et **joint au présent.**

Ensemble toutes appartenances et dépendances sans aucune exception ni réserve, tel ou surplus que ledit immeuble s'étend, se poursuit ou se comporte avec tous ses droits, entrées, issues, vues et facultés, servitudes tant actives que passives et mitoyennetés qui peuvent en dépendre.

MATRICE CADASTRALE

Elle est annexée au présent cahier des conditions de vente.

CERTIFICAT D'URBANISME

Il sera annexé ultérieurement, sous réserve de sa délivrance par l'autorité compétente.

A défaut et compte tenu des délais impératifs en la matière, tout enchérisseur devra faire son affaire personnelle de la situation des biens vendus, au regard des règles de l'Urbanisme, des servitudes et modifications pouvant résulter des plans d'urbanismes et des aménagements, sauf à faire valoir les uns et se défendre aux autres et à ses risques et périls.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens désignés appartiennent en indivision pour moitié

suivant acte de vente reçu par Maître CLAEYS ISINGRINI, notaire à SAINT-GENIES-DE-MALGOIRES (Gard) le 20 février 2004, publié le 31 mars 2004 à la Conservation des hypothèques d'ALES (Gard), sous la référence 3004P31 volume 2004 P 1530.

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

➤ Etat parasitaire - Termites

Les futurs acquéreurs sont informés que les immeubles peuvent être atteints de termites ou de tous autres insectes xylophages.

Etant précise que par arrêté préfectoral n° 2003-288-1 du 15 octobre 2003, la totalité du territoire du département du Gard doit être considérée comme une zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être.

S'agissant d'immeubles(s) bâti(s) un état parasitaire **sera annexé ultérieurement.**

➤ Diagnostic amiante

Conformément aux dispositions du décret n° 2002-839 du 3 mai 2002 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, un constat précisant la présence, ou le cas échéant l'absence de matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés à l'annexe du décret, **sera annexé ultérieurement.**

➤ **Constat de risque d'exposition au plomb**

Établi selon les dispositions des articles L.1334-5 et L. 1334-6 du Code de la santé publique, et le décret 2006-474 du 25 avril 2006, un constat d'exposition au plomb **sera annexé ultérieurement.**

➤ **Etat des risques naturels et technologiques**

Une attestation concernant les risques naturels et technologiques **sera annexée ultérieurement.**

➤ **Certificat de performance énergétique**

S'agissant d'un immeuble bâti, conformément au Décret 2006-1147 du 14 septembre 2006, un certificat de performance énergétique **sera annexé ultérieurement.**

➤ **Diagnostic sur l'installation électrique**

S'agissant d'un immeuble en tout ou partie à usage d'habitation, conformément au Décret 2008-384 du 22 avril 2008, un état des installations électriques intérieures a été réalisé et **sera annexé ultérieurement.**

Le cas échéant si biens à usage d'habitation dont l'installation de gaz a plus de 15 ans

➤ **Diagnostic sur l'installation de gaz**

S'agissant d'un immeuble bâti, conformément au Décret 2006-1147 du 14 septembre 2006, un état de l'installation de gaz a été réalisé et **sera annexé ultérieurement.**

➤ **Certificat de surface privative**

Un certificat de surface privative établi **sera annexé ultérieurement.**

CONDITIONS D'OCCUPATION

Libre.

PROCES-VERBAL DE DESCRIPTION

L'AN DEUX MILLE DIX VINGT QUATRE, et le quinze mai

A la requête de :

S.A CREDIT LOGEMENT, au capital de 1.259.850.270,00 Euros inscrite au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 302 493 275 dont le siège social est situé 50 boulevard de Sébastopol à PARIS CEDEX 03 (75155), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

Pour lequel domicile est élu en notre étude et encore en celle de Maître Gabriel CHAMPION, Mbre de la SCP RD Avocats et Associés, avocat au barreau de 30000 NIMES demeurant à 16 Rue des Greffes, lequel est constitué sur le présent commandement et ses suites, et où pourront être notifiées toutes offres et significations relatives à la présente saisie

Agissant en vertu de :

Un jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance d'Ales en date du 15.12.2010 confirme par un arrêt de la Cour d'Appel de Nîmes 10.07.2014.

Je Vincent MOMBELLET, Commissaire de Justice, membre de la SCP MOMBELLET à la Résidence de NIMES, y demeurant 80 Allée du Mas de Ville – 30000 NIMES, soussigné,

Me suis transporté ce jour sur les territoires de la commune de 30350 MAURESSARGUES département du GARD, afin de procéder à la description des biens appartenant à

lequel bien grevé est situé 171 Chemin de Careneau 30350 MAURESSARGUES cadastré A309

Le bien consiste en une maison récente, de type néo provençal, R+1, sur terrain, avec piscine.

La construction date des années 2005-2006, raccordement aux réseaux communaux. Il s'agit d'une maison R+1, sur vide sanitaire, charpente bois, toiture tuilée, volets bois, chauffage par pompe à chaleur, façades crépies terrasse couverte à l'étage.

Il existe un garage indépendant, une piscine sans plage mais avec local technique.

Le logement est vide, présentant une surface approximative de 180m².

EXTERIEUR

La parcelle est partiellement fermée par des clôtures grillagées.

Le bien étant inoccupé, la parcelle est en friche, avec repousse de végétaux empêchant l'accès à la zone piscine.

Accès direct depuis la rue, pas de portail.

Garage.

Construit sur dalle béton, murs en parpaings avec crépis sur faces extérieures, charpente bois, nue, toiture tuilée, sans doublage.

Accès par bois et portail à bascule.

Installation électrique datant de la construction.

INTERIEUR

Dans le logement certaines pièces d'eau sont inachevées ou ont vu être retiré les vasques et robinetterie.

ETAGE :

Pièce 1 :

Accès par porte bois.

Sol béton brut. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo, poutres apparentes.

L'installation électrique date de la construction.

Il existe des réservations pour des branchements et évacuations d'eau.

La pièce ouvre par une porte fenêtre deux vantaux châssis PVC double vitrage et un demi œil de bœuf.

Bouche de ventilation au sol.

WC :

Accès par porte bois depuis la pièce 1.

Sol carrelé. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo, poutres apparentes.

L'installation électrique date de la construction.

Il existe un WC cuvette suspendue chasse murale.

La pièce ouvre par un vasistas PVC double vitrage.

Chambre 1 :

Accès par porte bois depuis la Pièce 1.

Sol parquet. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo, poutres apparentes.

L'installation électrique date de la construction.

La pièce ouvre, une cote jardin et une sur la terrasse, par deux porte fenêtre châssis PVC double vitrage.

Bouche de ventilation au sol.

Pallier :

Accès depuis l'escalier.

Sol parquet. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo, poutres apparentes.

L'installation électrique date de la construction.

La pièce ouvre sur la terrasse par une porte fenêtre deux vantaux châssis PVC double vitrage.

Escalier :

Sol en travertin. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo, poutres apparentes, un Velux.

L'installation électrique date de la construction.

Chambre 2 :

Accès par porte bois.

Sol parquet. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo, poutres apparentes.

L'installation électrique date de la construction.

La pièce ouvre, cote jardin, par une fenêtre châssis PVC double vitrage.

Bouche de ventilation au sol.

Salle d'eau :

Accès par porte bois.

Sol dalles de travertin. Murs carrelés et enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo.

L'installation électrique date de la construction, spots intégrés.

La pièce ouvre par un œil de bœuf châssis PVC double vitrage.

Bouche de ventilation au sol.

Il existe une douche à l'italienne, des réservations pour une vasque.

WC :

Accès par porte bois.

Sol dalles de travertin. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo.

L'installation électrique date de la construction, spots intégrés.

WC suspendu, chasse murale.

Chambre 3 :

Accès par porte bois.

Sol parquet. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo, poutres apparentes.

L'installation électrique date de la construction.

La pièce ouvre, une cote rue, par une fenêtre châssis PVC double vitrage.

Bouche de ventilation au sol.

REZ-DE-CHAUSSEE

Chambre 4 :

Accès par porte bois.

Sol dalles de travertin. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo.

L'installation électrique date de la construction, spots intégrés.

La pièce ouvre, une cote jardin, par deux porte fenêtre châssis PVC double vitrage.

Bouche de ventilation au sol.

Chambre 5 :

Accès par porte bois.

Sol dalles de travertin. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo.

L'installation électrique date de la construction, spots intégrés.

La pièce ouvre, une cote rue, par une fenêtre deux vantaux châssis PVC double vitrage.

Bouche de ventilation au sol.

Salle de bain :

Accès par porte bois.

Sol dalles de travertin. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo.

L'installation électrique date de la construction, spots intégrés.

La pièce ouvre par une fenêtre châssis PVC double vitrage.

Il existe une baignoire, une réservation pour vasque.

Séjour :

Accès direct depuis la porte principale, bois.

Sol dalles de travertin. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo.

L'installation électrique date de la construction, spots intégrés.

La pièce ouvre, par deux baies vitrées deux vantaux et une baie vitrée trois vantaux, le tout châssis PVC double vitrage.

Bouche de ventilation au sol, un insert.

Cuisine :

Accès direct depuis le séjour, et ouvre par une porte de liaison sur la chaufferie.
Sol dalles de travertin. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo.
L'installation électrique date de la construction, spots intégrés.
Il existe divers placards, aménagement et passe plat formant une cuisine intégrée, un évier deux bac avec robinetterie.

Chaufferie :

Accès par porte bois.
Sol dalles de travertin. Murs enduits sur doublage partiel, plafond enduit sur doublage placo.
L'installation électrique date de la construction, spots intégrés.
La pièce ouvre par une fenêtre châssis PVC double vitrage.
Un ballon thermodynamique.

Les pompes à chaleur se trouvent en extérieur, à côté du garage, côté rue.

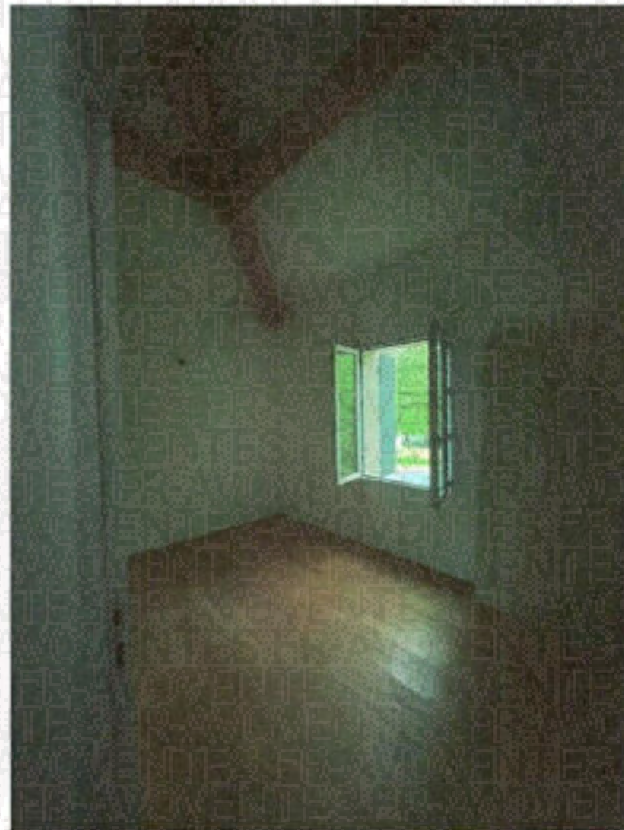


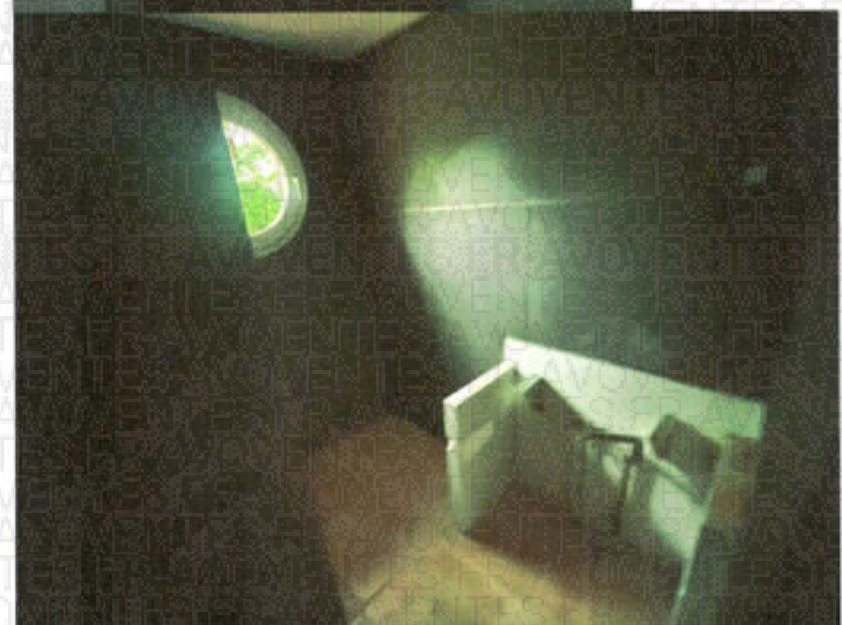


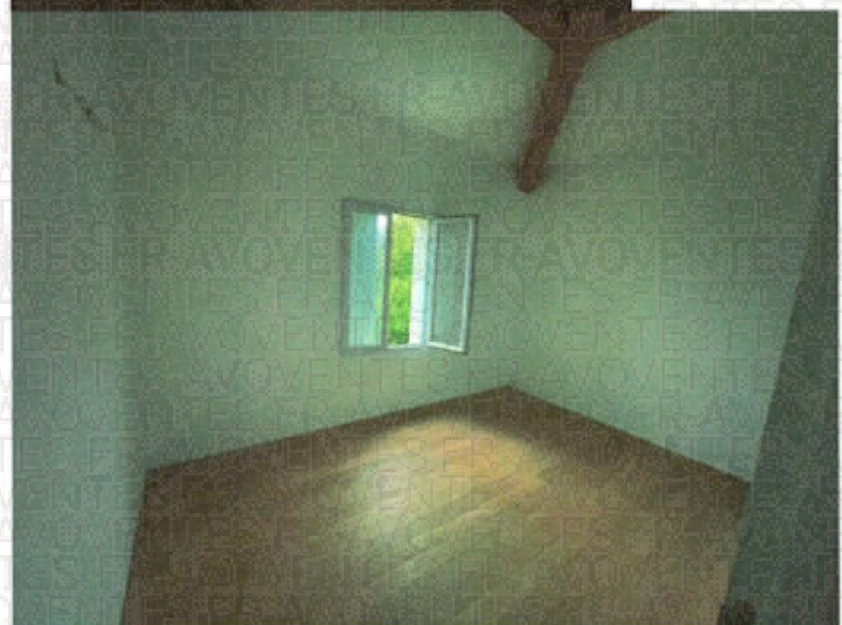
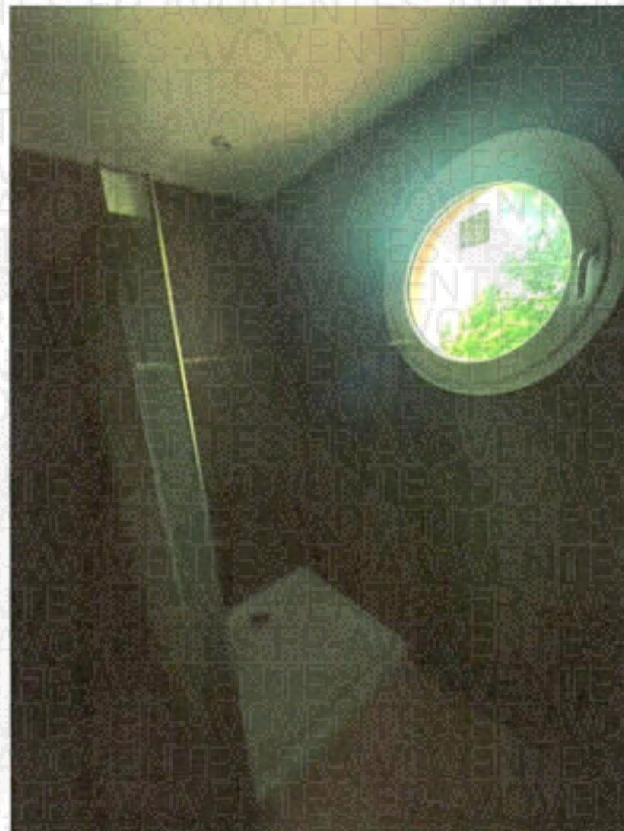




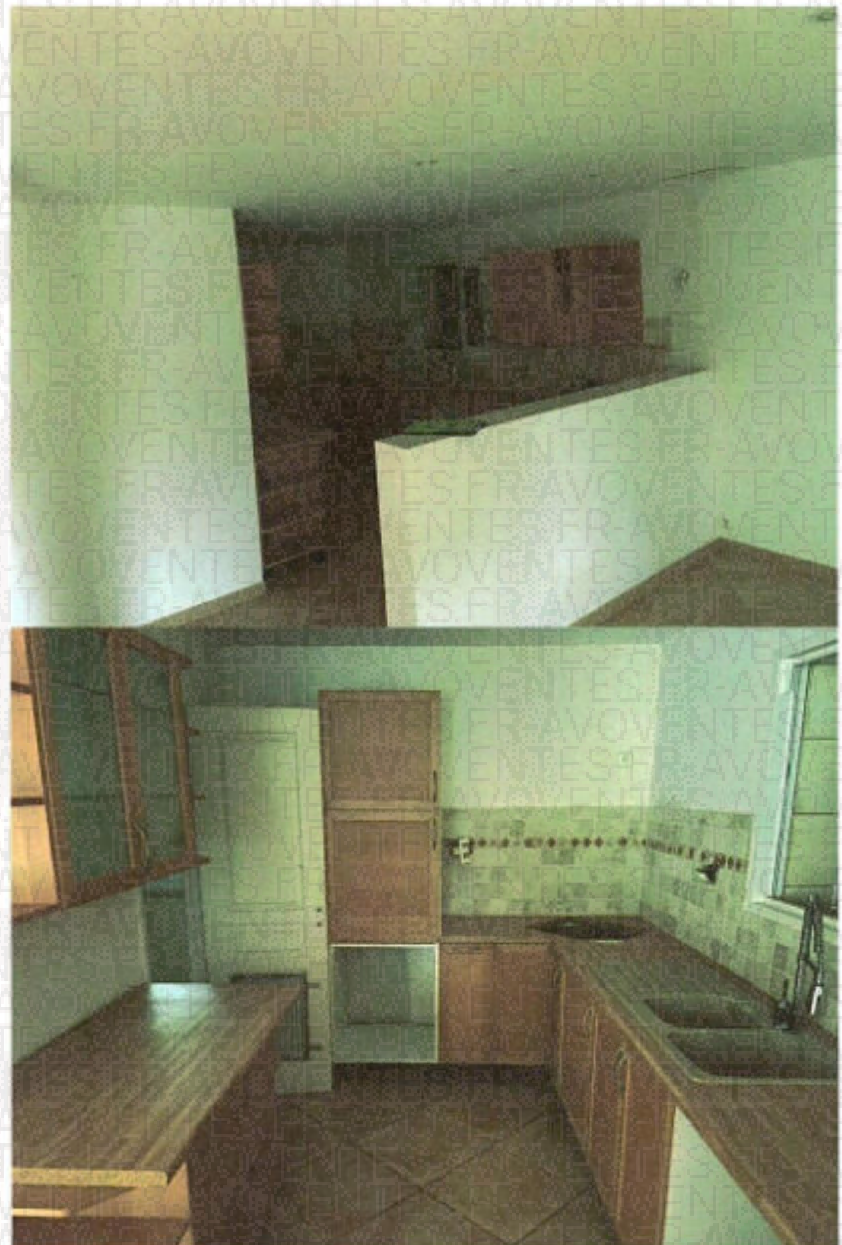


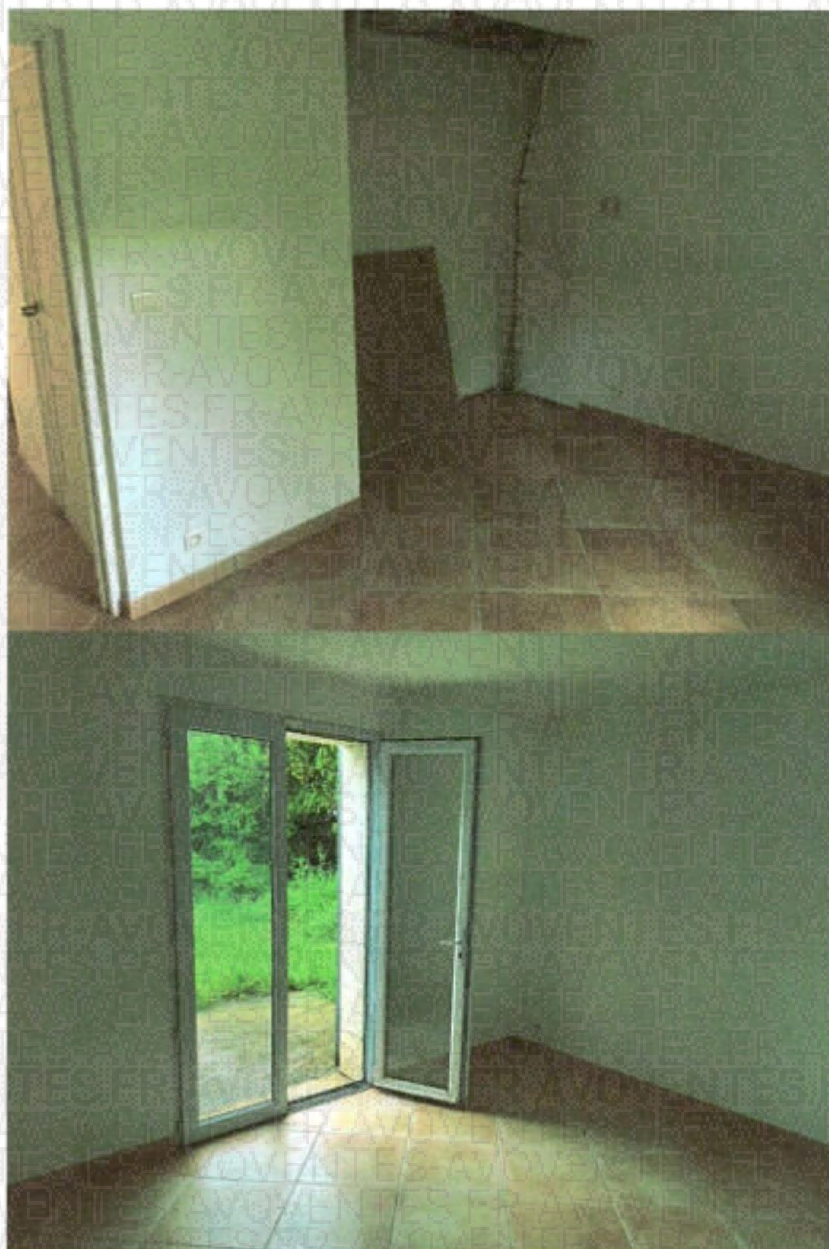


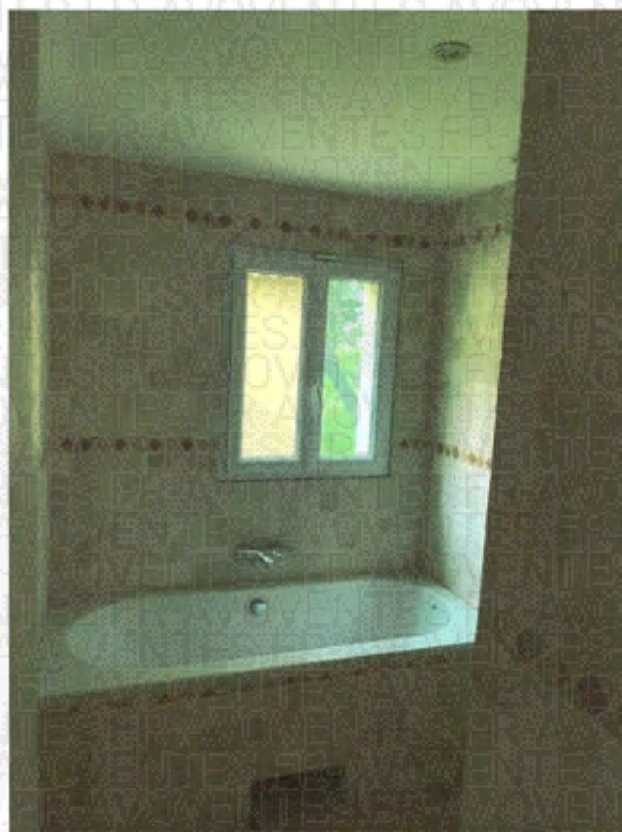












Les différents diagnostics et les certificats de superficie ont été effectués ce jour, selon rapports auxquels on se reportera pour informations.

Documents annexés :

- extrait de la matrice cadastrale
- extrait du plan cadastral



Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance du SPDC

Tél : 0 809 400 190 (appel non surtaxé)

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.ADspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier :

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 29/02/2024

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : 3004101111

SF2412285701

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 030					Commune : 163		MAURESSARGUES			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvol	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
A	0309			171 CHE DE CARENEAU	0ha17a01ca					

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



1 / 16
16

Département :
GARD

Commune :
MAURESSARGUES

Section : A
Feuille : 000 A 01

Echelle d'origine : 1/2500
Echelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 21/03/2024
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC44
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

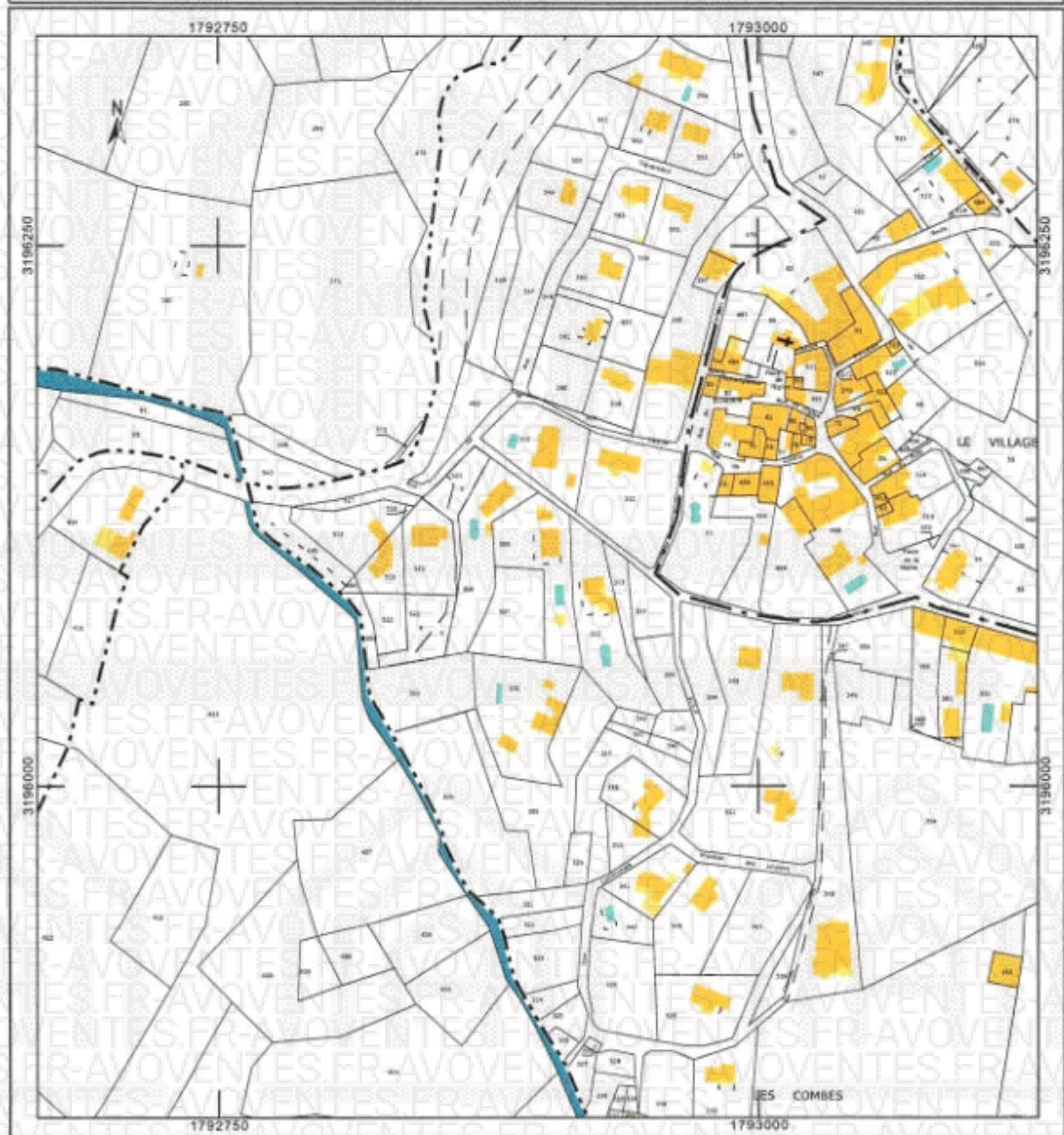
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
ALES
CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
DE SAINT PRIVAT DES VIEUX 30340
30340 SAINT PRIVAT DES VIEUX
tél. 04.66.78.45.45 - fax 04.66.87.42.89
cdf.nimes@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





**Conseil
National
des Barreaux**

Cahier des conditions de vente en matière de saisie immobilière

Annexe créée par DCN n°2008-002, AG du CNB du 12-12-2008, Publiée par Décision du 24-04-2009 - JO 12-05-2009 -
Modifiée lors de l'AG du CNB des 14 et 15-09-2012, Modifiée
par l'AG du CNB des 16 et 17-11-2018, DCN n° 2018-002,
Publiée par Décision du 13-02-2019- JO 07-03-2019.

Chapitre Ier : Dispositions générales

ARTICLE 1ER – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente
de biens immobiliers régie par les articles du Code des
procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITÉS DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ÉTAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au

créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PRÉEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILÉS

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II : Enchères

ARTICLE 8 – RÉCEPTION DES ENCHÈRES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUÉREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, conformément aux dispositions de l'article R.322-10-6° du Code des procédures civiles d'exécution, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHÈRE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – RÉITÉRATION DES ENCHÈRES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III : Vente

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIÉTÉ

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DÉSIGNATION DU SÉQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIALE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCÉE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur

(partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUÉREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente

ARTICLE 19 – DÉLIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au Service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ; le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTRÉE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIÉTÉ

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1^o du code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CRÉANCIER DE 1^{ER} RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1^{er} rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V : Clauses spécifiques

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIÉTÉ

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

MISE A PRIX - ENCHERES

Les immeubles dont s'agit seront vendus **EN UN LOT** sur la mise à prix de **53 000 €**, outre les charges.

Les enchères portées ne pourront être inférieures à 500 €.

Les enchères ne pourront être portées que par avocat inscrit au Barreau d'ALES, contre récépissé d'une caution bancaire irrévocable, ou un chèque de banque à l'ordre de Monsieur le Bâtonnier Séquestre des Adjudications, représentant 10 % du montant de la mise à prix, avec un minimum de 3 000 €.

FAIT A ALES, le ____/____/2024

Maître Marion BAILLET-GARBOUGE